

Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale Saint-Vincent

BELGIQUE
La Libre

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XI^e siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mis-



DH
LES SPORTS+



ville la teneur des travaux. © D.C.

FOOT – TOUR FINAL INTERPROVINCIAL

LE SOIR

Soignies attire un nouveau renfort



Revue de presse du mercredi 29 juillet 2026

HISTORIQUE : SOIGNIES EST SACRÉ CHAMPION DE BELGIQUE !

Le Rugby Club Soignies a enfin touché au but. Opposés au BRC en finale des play-offs de D1, les Sonégiens se sont imposés 30-22 au terme d'une rencontre disputée et décrochent un titre qui vient récompenser une saison parfaite.



DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN

LA GAZETTE



“Les gouvernements belges successifs ont du sang sur les mains”

ENVIRONNEMENT

Pour l'ancien vice-président du Giec, Jean-Pascal van Ypersele, les “réfugiés climatiques” ne sont plus un scénario lointain.

Climatologue, professeur émérite à l'UCLouvain et ancien vice-président du Giec, Jean-Pascal van Ypersele ne cache plus sa colère. Alors que les incendies se multiplient en Europe, il pointe le lourd bilan de la canicule de juin en Belgique, qui a entraîné près de 2.000 décès supplémentaires. Pour lui, ces morts n'ont rien d'une fatalité: les avertissements scientifiques se succèdent depuis plus de trente ans, mais les autorités n'ont pas suffisamment préparé le pays aux conséquences du réchauffement climatique. “Les gouvernements belges successifs ont du sang sur les mains”, accuse-t-il.

Le gouvernement fédéral, et le Premier ministre Bart De Wever en particulier, n'ont quasiment pas communiqué sur la surmortalité liée à la canicule de juin. Comment

interprétez-vous ce silence ?

“Il n'y a eu aucune communication officielle ni véritable action transversale. Dire aux gens de rester à l'ombre ne suffit pas. Il faut investir dans la prévention, végétaliser les villes et adapter les bâtiments pour qu'ils restent supportables en été. Ce chantier est immense et n'a pas réellement commencé. La sécurité, ce n'est pas seulement les bombes et les drones: c'est aussi faire en sorte qu'une canicule ne provoque plus autant de morts.”

Faut-il s'attendre à accueillir davantage de personnes fuyant les conséquences du dérèglement climatique ?

“Le changement climatique provoque déjà des déplacements de population après des inondations, des sécheresses ou des vagues de chaleur. Mais il n'est presque jamais la seule cause: il s'ajoute à la pauvreté, à la mauvaise gouvernance ou



■ Les incendies qui ravagent la van Ypersele, qu'un avant-goût d

aux conflits, et agit comme un amplificateur. Jusqu'à présent, notamment en Afrique, ces migrations se font surtout à l'intérieur des pays, bien plus que vers l'Europe.”

Le terme “réfugié climatique” n'a toujours pas de statut juridique international.

“À partir du moment où le climat n'est qu'un facteur parmi d'autres qui pousse à migrer, coller l'étiquette ‘climatique’ à des personnes qui ont peut-être aussi d'autres raisons de partir, est-ce vraiment approprié? L'absence de définition

officielle, que ce soit au Giec ou aux Nations unies, tient surtout au fait que les facteurs sont multiples.”

“On va voir des populations quitter les régions du bassin méditerranéen”

On associe souvent les réfugiés climatiques à des pays lointains et pauvres.

“La plupart des gens veulent rester là où ils sont nés. Et le dernier rapport du Giec le montre: les populations les plus vulnérables ne migrent pas forcément, car partir demande des moyens. Ce sont souvent elles qui restent piégées dans des territoires de plus en plus difficiles à vivre. En revanche, c'est une illusion de croire que les plus favorisés sont à l'abri.”

Faut-il s'attendre à de nouvelles migrations climatiques ?

“Oui. Il faut s'attendre à des déplacements de population, temporaires ou durables, y compris en Europe. On le voit déjà avec le tourisme: il y a plus de vingt ans, j'imaginai des vacanciers cherchant la fraîcheur en Norvège. Aujourd'hui, les agences de voyage constatent un regain d'intérêt pour les destinations nordiques. Mais cela ne signifie pas que ces régions seront épargnées: la Scandinavie est elle aussi

touchée par les incendies et le changement climatique.”

À quelle échelle de temps et de nombre faut-il s'attendre, dans les cinq à dix prochaines années, en Europe ?

“On ne peut pas avancer de chiffres fiables. En revanche, il est probable que des populations quittent des régions du bassin méditerranéen où les incendies et les sécheresses se répètent. Depuis trente ans, toutes les projections montrent la même évolution: le sud de l'Europe s'assèche, tandis que le nord devient plus humide. Les conditions pour vivre, cultiver ou faire du tourisme vont se dégrader dans le sud. Des Européens comme des Nord-Africains pourraient donc être tentés de remonter vers le nord. Combien? Impossible à dire. Mais que ces migrations se produisent, c'est certain.”

Vous dites que cela peut commencer “dès demain matin”.

“Les personnes qui ont tout perdu cette semaine dans les incendies en Gironde ou en Espagne n'auront pas forcément envie de reconstruire leur vie au même endroit. Les migrations climatiques ne sont pas un phénomène lointain: elles peuvent commencer dès aujourd'hui, d'abord à petite échelle.”

Notre pays est-il prêt à accueillir d'éventuels réfugiés climatiques ?

“Personne ne peut dire combien de personnes pourraient venir en Belgique. Mais ce n'est pas la priorité. L'essentiel est de renforcer la résilience du pays: cela nous permettra à la fois de mieux protéger notre population et, si nécessaire, d'accueillir d'autres personnes. Il faut privilégier des mesures ‘gagnant-gagnant’, qui réduisent les émissions tout en adaptant la Belgique au changement climatique.”

Interview > L. J.

“Il faut agir en urgence”, dit Ecolo

PRÉVENTION

Gilles Vanden Burre presse les différents niveaux de pouvoir belges d'agir face aux conséquences du dérèglement climatique



■ L'Ecolo Gilles Vanden Burre appelle les autorités à agir rapidement contre les feux de forêt. © AFRAPM

Depuis le 21 juin, plus de 160.000 hectares ont brûlé en Europe. La Belgique n'est pas à l'abri. Pour Ecolo, il faut agir sans attendre. “Nos gouvernements ne saisissent pas l'urgence.”

Le coprésident Gilles Vanden Burre pointe le lien entre dérèglement climatique et multiplication des catastrophes, déplorant que ni le fédéral, ni les Régions, ni l'Europe n'agissent avec l'urgence nécessaire. Il regrette que le fédéral investisse des milliards d'euros dans la Défense sans consacrer de moyens comparables à la lutte contre le dérèglement climatique, alors que des budgets avaient pu être débloqués rapidement lors du Covid ou de la guerre en Ukraine.

L'élue Ecolo propose un plan en quatre piliers: le renforcement des moyens de secours, la protection financière des citoyens, l'adaptation de l'urbanisme et la résilience de la nature.

Selon les Verts, il faut recruter plus de pompiers, mieux les équiper et refinancer la Protection civile. Dans le même temps, il

faut créer un cadastre des zones à risque et développer une flotte aérienne commune avec les Pays-Bas et le Luxembourg (avions ou hélicoptères, selon l'avis des experts).

■ Coupe-feu

Pour protéger les victimes en cas de drame, il demande de mieux cartographier les risques pour éviter d'avoir des zones inassurables et ainsi leur garantir un remboursement intégral en cas de catastrophes naturelles.

Sur le plan de l'aménagement du territoire, il demande de tracer des bandes coupe-feu entre les forêts et les habitations, d'intégrer le risque incendie dans les politiques d'aménagement et de baliser des normes de construction plus résistantes au feu.

Enfin, Ecolo appelle à restaurer les zones humides et les tourbières pour rendre les forêts moins inflammables. Ecolo entend porter ces mesures dans les différents parlements du pays, espérant que le débat ne s'éteigne pas avant la rentrée.

Un pass qui permet aux mélomanes d'économiser des centaines d'euros

RONQUIÈRES

Pour 159 euros, les festivaliers pourront assister à 25 concerts. Et bien plus encore...

1 59 euros. C'est le prix actuel du pass trois jours pour le Ronquières Festival qui se déroule du 7 au 9 août. Les plus prévoyants avaient même pu mettre la main sur un pass Very Early Bird à 129 euros. Pour les mélomanes, c'est peut-être l'un des meilleurs investissements de l'été. Car à Ronquières, ce billet donne accès à 25 concerts, à une quinzaine de DJ sets et à une expérience qui va bien au-delà des seules prestations musicales.

Prenez Macklemore. Le rappeur US s'offre une tournée des festivals en Europe. Ronquières constitue d'ailleurs son unique date belge. Pour le voir en concert solo, il faudrait traverser l'Atlantique ces prochains mois et déboursier entre 90 et 300 dollars selon l'emplacement.

Même constat pour plusieurs autres poids lourds de l'affiche. Disiz se pro-

duira à l'ING Arena en décembre avec des places proposées entre 49 et 65 euros. Lors du concert événement de DJ Snake au Stade de France, les billets oscillaient entre 60 et 100 euros. Et le Stade de France n'a même pas la tour du Plan incliné en toile de fond !

Hooverphonic retrouvera son public à Gand au printemps prochain avec des tickets compris entre 60 et 80 euros. Pour applaudir Suede, il faudra traverser la Manche cet automne et prévoir une cinquantaine d'euros. Lorsque Roméo Elvis et Oscar and The Wolf avaient partagé l'affiche de l'Ancienne Belgique, l'entrée tournait également autour de 50 euros. Quant à Rilès, il faut généralement compter entre 50 et 70 euros pour assister à l'un de ses concerts. Charlotte Cardin ? Lors de son passage à Forest

National en avril dernier, les premiers billets étaient proposés à 45 euros.

St Graal, l'une des sensations françaises du moment que l'on retrouvera également à Ronquières, affiche des places entre 35 et 55 euros pour son concert à l'Olympia au printemps prochain. D'ailleurs un festival comme Ronquières offre aussi l'occasion de découvrir des artistes en pleine ascension, avant qu'ils n'exploient et que les tickets flambent.

Pour voir tous ces artistes, il faudrait déboursier des centaines d'euros !

En additionnant simplement les quelques têtes d'affiche de cette prochaine édition, on dépasse déjà largement les 500 euros de billets. Et la programmation de Ronquières ne s'arrête pas là. Une vingtaine d'artistes se succéderont encore sur les scènes Bâbord et Tribord durant les trois jours du festival.



DJ Snake figure parmi les têtes d'affiche du Ronquières Festival 2026. © LP/FRED DUGIT

Cerise sur le gâteau, le pass donne également accès au Bâbord Club. Une quinzaine de DJ s'y relaieront derrière les platines, parmi lesquels Acid Arab, Felix da Housecat, Todiefor ou encore Giorgia Angiuli. Une véritable boîte de nuit au pied du Plan incliné. Cerise sur le gâteau, aucun physio pour refuser l'entrée du chapiteau en vous balançant un "Je crois que ça ne va pas être possible", même si vous êtes en short et en baskets !

Au fond, Ronquières, ce

n'est pas seulement une succession de concerts. C'est l'occasion de rentabiliser sa passion pour la musique tout en s'offrant trois jours d'évasion dans l'un des plus beaux décors de festival du pays.

Entre les découvertes, les têtes d'affiche, les couchers de soleil sur le Plan incliné et les moments partagés entre amis ou en famille, le pass donne accès à bien plus qu'une série de concerts. Et ça, difficile de lui mettre un prix.

Grégoire Lallieu



L'ASCENSEUR FUNICULAIRE RETROUVE UN ACCUEIL TOURISTIQUE DÈS CE 1^{ER} AOÛT

© David Dars

Après plusieurs mois sans accueil touristique, les visiteurs retrouveront dès le 1^{er} août un point d'information à l'ascenseur funiculaire de Strépy-Thieu. Des locations de vélos, une exposition en réalité virtuelle et des visites guidées en groupe sur réservation seront notamment proposées.

LAURINE HANQUET

L'ascenseur funiculaire de Strépy-Thieu retrouvera un accueil touristique à partir de ce samedi 1^{er} août. Fermé au public depuis la cessation des activités de l'ASBL Voies d'Eau du Hainaut, le site sera à nouveau animé tous les sa-

medis et dimanches d'août et de septembre, de 10 à 17 heures, grâce à un partenariat entre Centrissime et l'Office du Tourisme du Rœulx. Concrètement, les deux partenaires ont obtenu l'autorisation d'occuper l'espace d'accueil ainsi que le 5^e étage de l'ascenseur funiculaire. « C'était important que

le lieu ne reste pas fermé. On remarque qu'il y a beaucoup de passage et qu'il était donc important d'être présent », explique Pauline Mutschen, responsable communication de Centrissime.

EXPOS ET PANORAMA

Pour assurer cette présence, l'équipe de la Maison du Tourisme a été renforcée afin de maintenir également l'accueil de la place Jules Mansart, à La Louvière. Les visiteurs pourront obtenir des conseils et de la documentation touristique sur la région du Centre, louer des vélos, acheter des souvenirs et des cartes de randonnée, mais aussi découvrir gratuitement l'expérience immersive « Laetare 360 », consacrée au carnaval.

Le public pourra également accéder au 5^e étage de l'ouvrage afin de profiter du panorama sur la région et découvrir deux expositions : l'une retrace l'histoire du

Canal du Centre historique et de ses ascenseurs, tandis que l'autre met en valeur les onze communes de la Région du Centre et leurs richesses patrimoniales, naturelles, culturelles et touristiques.

Si les activités touristiques reprennent donc partiellement « pour éviter une saison blanche », « Cet été, il n'y aura pas de balades en bateau », nous avait confirmé Laurent Cannizzaro, directeur de Centrissime. Aucun opérateur n'a encore été désigné pour exploiter cette activité. « La Région wallonne doit lancer un appel afin de trouver un repreneur privé. Quant au 8^e étage, qui appartenait aux Voies d'Eau du Hainaut, il reste lui aussi inaccessible au public », annonce Pauline Mutschen. Plusieurs discussions sont en cours notamment avec la Région wallonne, à travers la SOFICO, concernant le rachat de l'ex-

position qui s'y trouve. Les groupes pourront néanmoins, sur réservation, bénéficier de visites guidées de l'ascenseur funiculaire en semaine.

PAS DE BALADE EN BATEAU

Interpellé sur ce sujet, le bourgmestre de La Louvière, Jacques Gobert (PS) nous confiait : « Je regrette que tout ça n'ait pas été activé plus tôt pour qu'on puisse être prêt pour cette saison. C'est vraiment dommage que l'activité reprenne de zéro l'année prochaine, en espérant qu'elle redémarre ». Le bourgmestre regrette surtout l'absence des croisières en bateaux, qu'il considère comme l'attraction principale du site durant la période estivale. « Le clou des activités, c'étaient ces balades en bateaux électriques sur le Canal du Centre », souligne-t-il. Selon lui, même si les projets d'expositions et d'animations sont positifs, ils ne remplaceront pas l'attrait des balades sur l'eau auprès des touristes. « Il est temps que ça bouge pour ne pas laisser la saison blanche... Elle est déjà grise », conclut-il. ■

Manage dément la fermeture de l'école de la Goëtte

Des rumeurs annonçant une fermeture prochaine de l'école de la Goëtte, à La Hestre, inquiètent plusieurs familles. Il n'y a pourtant pas de quoi, assure l'échevine de l'Enseignement, Kim D'Hauwer-Pinon, échevine (PS).

JOHANNE TINCK

Des rumeurs annonçant une fermeture prochaine de l'école de la Goëtte, à La Hestre, inquiètent plusieurs familles. Certaines ont même choisi de désinscrire leurs enfants. La commune de Manage tient toutefois à démentir catégoriquement ces informations et assure qu'elle entend, au contraire, poursuivre le développement de cet établissement communal.

DÉLOCALISATION TEMPORAIRE

Les bruits de couloirs se seraient propagés après la délocalisation temporaire des élèves vers l'école Dell. Une situation

qui a alimenté les inquiétudes, alors que des travaux d'extension de la crèche sont actuellement réalisés dans le bâtiment partagé par les deux structures. Pour l'échevine de l'Enseignement, Kim D'Hauwer-Pinon (PS), ces craintes reposent sur un malentendu. « Les parents ayant vu leurs enfants délocalisés sont inquiets et pensent que l'école va fermer. Ce n'est absolument pas le cas ».

La délocalisation n'avait, à en croire l'échevine, qu'un seul objectif : permettre la poursuite des travaux tout en limitant les perturbations pour les enfants. « Étant donné que le chantier a débuté avec du désamiantage, il était préférable de ne pas les

laisser dans le bâtiment. On a vraiment déménagé leur classe et leur matériel afin qu'ils ne se sentent pas perdus. » Les élèves ont ainsi suivi les cours, de la fin mai jusqu'à la fin de l'année scolaire, dans une partie de l'école Delval, sans être mélangés aux élèves de cet établissement.

Les autorités communales insistent : elles n'ont jamais envisagé de supprimer l'école de la Goëtte. « Cette école a toujours très bien fonctionné. Nous misons sur la longévité, nous tentons de laisser les personnes au même poste, les parents en sont contents. Par contre, il est très important que les parents connaissent notre volonté car si



L'échevine insiste : l'école est très importante pour les autorités ! © DR

on perd beaucoup d'élèves, la survie de l'école pourrait être mise en péril », souligne Kim D'Hauwer-Pinon.

L'établissement peut d'ailleurs compter sur une équipe éducative stable, composée de deux institutrices, d'une puéricultrice et d'une directrice présente depuis de nombreuses années.

LIENS ENTRE CRÈCHE ET ÉCOLE

Les autorités communales voient même plus loin. L'école et la crèche étant installées dans le même bâtiment, elles souhaitent renforcer les collaborations entre les deux structures.

Le premier étage sera ainsi divisé en deux : une partie accueillera les plus grands de la crèche, qui pourront participer

à certaines activités avec les plus jeunes élèves de l'école maternelle.

Pour la commune, cette proximité représente « une véritable opportunité pour les familles ». Elle doit permettre de créer un lien naturel entre la crèche et l'école et d'offrir aux enfants un environnement familial dès leurs premières années.

Enfin, la commune se veut rassurante quant à la prochaine rentrée scolaire. Même si les travaux ne seront pas totalement achevés, les élèves retrouveront bien leur classe à l'école de la Goëtte. « Nous espérons vraiment que les parents ont compris que nous souhaitons continuer à développer au mieux cette école », conclut l'échevine de l'Enseignement. ■

FORTES CHALEURS : POUR SOUTENIR LES AGRICULTEURS, LIZY LANCE UNE CAGNOTTE

Émue par les difficultés rencontrées par les agriculteurs face aux épisodes de canicule, Lizy Lebeau de Braine-le-Comte a lancé une cagnotte en ligne afin de venir en aide aux agriculteurs confrontés à diverses difficultés liées à la sécheresse.



LAURINE HANQUET

C'est en regardant un reportage consacré aux conséquences de la canicule sur l'agriculture que Lizy Lebeau (54 ans), habitante de Braine-le-Comte, a décidé de passer à l'action. Vendredi soir, cette ancienne vétérinaire a lancé une cagnotte en ligne afin de soutenir les agriculteurs de l'entité confrontés aux effets de la sécheresse. En cause : des récoltes en baisse, des stocks de fourrage qui s'épuisent et des animaux mis à rude épreuve par les fortes chaleurs.

L'idée lui est venue après une discussion avec Pierre Debrichy, agriculteur à la Ferme des 14 Bonniers. « Je lui ai demandé si, avec ces fortes chaleurs, il était lui aussi en difficulté. Il m'a confirmé qu'il avait déjà dû puiser dans ses stocks prévus pour l'hiver pour nourrir ses vaches laitières », raconte-t-elle.

LES STOCKS D'HIVER ENTAMÉS

Le constat dressé par l'éleveur est sans appel. « Les céréales étaient grillées sur pied. Si on ne les récolte pas, elles sont perdues », expliquait-il dans nos colonnes. Faute de pluie,

les rendements sont en chute libre. « Une année normale, on tourne autour de 9 à 9,5 tonnes par hectare. Cette année, on est plutôt entre 6,5 et 7 tonnes. On perd environ deux tonnes à l'hectare. » Une baisse qui oblige déjà certains exploitants à acheter du fourrage. « On a déjà commencé à utiliser les stocks prévus pour l'hiver. Les prairies ne donnent presque plus rien », constatait encore l'agriculteur. Les fortes chaleurs mettent également les animaux à rude épreuve. Un constat qui a marqué l'éleveur. « Les vaches détestent la chaleur. C'est la première année que je vois des animaux avec la langue qui pend presque jusqu'à terre. Elles pouvaient aller dehors, mais elles préféreraient rester dans le bâtiment tellement il faisait chaud », indiquait-il. « Quand on atteint près de 38 degrés, certains animaux n'arrivent plus à évacuer la chaleur. Ils halètent énormément et leur cœur peut finir par lâcher », expliquait-il encore, en évoquant des situations rapportées par d'autres éleveurs.

Au départ, Lizy Lebeau souhaitait venir en aide à Pierre Debrichy. Mais ce dernier l'a encouragée à élargir son initiative. « Il m'a dit qu'il ne fallait pas penser uniquement à lui, parce que les agriculteurs voisins connaissaient les mêmes problèmes. »

Bien qu'elle soit membre du

”

« J'espère que cela touchera du monde, car cela nous concerne tous »

Lizy Lebeau

parti Écolo, la Brainoise a toutefois choisi de lancer la cagnotte en son nom propre. Mais pour l'heure, la mobilisation reste timide. Ouverte le 24 juillet peu avant minuit, la cagnotte ne compte qu'un seul don : le sien, d'un montant de 200 euros. « C'est la première fois que je fais un crowdfunding. Je découvre complètement comment cela fonctionne. J'espère que cela

touchera du monde, car cela nous concerne tous », confie-t-elle.

Si la collecte devait prendre de l'ampleur, elle imagine plusieurs pistes pour redistribuer les fonds. Elle évoque notamment la possibilité de prêts sans intérêt afin de permettre aux exploitants d'acheter du fourrage, ou encore des dons directs pour les situations les plus urgentes.

POUR LES PLUS TOUCHÉS

Elle réfléchit également à une répartition collective des aides. « Je me disais que l'on pourrait réunir les agriculteurs concernés et leur demander de désigner eux-mêmes les collègues qui ont le plus besoin d'aide. L'idée est que l'argent aille vraiment à ceux qui sont dans les situations les plus difficiles », conclut Lizy Lebeau qui espère sensibiliser le public aux difficultés que traversent les agriculteurs. La cagnotte se retrouve sur le site www.gofundme.com sous l'intitulé : « Soutenons les agriculteurs brainois face aux sécheresses. » ■



Les vaches supportent difficilement des températures élevées. © DR

Un violent incendie ravage une maison : « J'ai tout perdu »



Il ne reste quasi rien de la maison. © D.R.

Un violent incendie a entièrement détruit une habitation de la rue de Mignault, à Naast, lundi soir. Si les occupants ont pu s'échapper à temps avec les deux chiens, la locataire a tout perdu. Elle lance aujourd'hui un appel pour trouver un foyer temporaire à son labrador.

JOHANNE TINCK

Il était environ 21 heures, ce lundi soir, lorsqu'un violent incendie s'est déclaré dans une habitation située au numéro 110 de la rue de Mignault, à Naast.

À l'intérieur, se trouvaient l'un des deux fils, âgé de 20 ans, de la locataire et sa compagne. Tous deux ont pu quitter les lieux à temps et sont indemnes. Au départ, le couple ne s'est rendu compte de rien. Ce sont finalement des odeurs de fumée, perçues grâce aux fenêtres restées ouvertes, qui les ont alertés. Mais ces mêmes fenêtres ont également favorisé la propagation des flammes. En moins de dix minutes, l'habitation était entièrement embrasée.

UNE REPRISE DE FEU

Le fils de la locataire a également réussi à mettre en sécurité les deux chiens de la famille, un chihuahua et un labrador. Les deux occupants ont ensuite été examinés par un médecin. Fort heureusement, ils n'ont été ni intoxiqués ni blessés. Selon sa maman, le jeune homme est toutefois très choqué de ne pas avoir pu empêcher l'incendie de se propager...

Venus de trois casernes différentes, les pompiers ont éprouvé des difficultés à maîtriser le sinistre. Pour intervenir, ils ont notamment travaillé sur les côtés de l'habitation. Ils sont restés plus de deux heures sur place afin de venir à bout des flammes. Ce mardi matin, ils ont d'ailleurs dû revenir à la suite d'une légère reprise de feu.

Absente au moment du drame, la locataire est arrivée peu après avoir été avertie. Le choc a été immense. « Quand je suis arrivée et que j'ai vu l'ampleur de l'incendie, je me suis effondrée », confie-t-elle. Installée dans cette maison depuis huit ans, elle y avait reconstruit sa vie après une séparation. « J'avais quitté mon mari et j'ai tout recommencé à zéro avec mes deux fils. J'ai tout racheté petit à petit. Et là, j'ai tout perdu. Ce qui me fait très mal, ce sont les albums photos, les petits pyjamas de mes enfants à la naissance... Les souvenirs, quoi. »

La maison est aujourd'hui entièrement détruite. Le propriétaire, présent sur place ce mardi matin, estime toutefois que des travaux pourront être entrepris. Selon les premières constatations, le feu aurait pris naissance dans la cuisine, au rez-de-chaussée.

DES VÊTEMENTS

Dans l'immédiat, la locataire tente de faire face à l'urgence. Elle prévoit d'abord de racheter des vêtements pour le fils qui se trouvait dans la maison au moment de l'incendie. Son autre fils, actuellement en France, dispose heureusement d'une valise contenant des effets personnels.

Elle lance également un appel pour son labrador, qui peine à marcher. Hébergée provisoirement chez son compagnon, elle ne peut pas y accueillir l'animal. Elle recherche donc une personne susceptible de s'en occuper temporairement, le temps de trouver une solution durable. ■

ÉCAUSSINNES

Le Château fort va bénéficier d'un nouvel éclairage LED

Le Château fort d'Écaussinnes-Lalaing fera l'objet d'une remise en lumière dans les prochains jours. La commune prévoit l'installation d'un nouvel éclairage LED durant la semaine du 3 août, un chantier de 33.600 euros hors TVA destiné à mieux mettre en valeur ce monument classé au patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Le chantier consistera à remplacer l'installation existante, jugée vétuste et défectueuse, par 16 projecteurs LED de dernière génération. Selon la commune, cette technologie permettra non



33.000 € pour mieux « mettre en lumière » le château. © D.R.

seulement d'améliorer la mise en valeur du château à la tombée de la nuit, mais aussi de réduire la consommation énergétique et les coûts d'entretien. Le retour

sur investissement est estimé à cinq ans.

Construit entre la fin du XII^e et le XIII^e siècle sur un éperon rocheux dominant la vallée de la Sennette, le Château fort d'Écaussinnes-Lalaing occupait à l'origine une position stratégique. Devenu la propriété de la famille de Lalaing à partir de 1357, il a progressivement évolué d'une forteresse militaire vers une résidence seigneuriale tout en conservant son caractère médiéval. Aujourd'hui, il figure parmi les châteaux médié-

vaux les mieux conservés du Hainaut et est classé patrimoine exceptionnel de Wallonie.

LES ESPACES VERTS EN VALEUR

Au-delà de l'éclairage, les abords du site feront également l'objet d'une intervention. Dès le mois de septembre, la Fondation van der Burch entreprendra des travaux d'entretien et de remise en valeur des espaces verts autour de la place des Comtes. Pour Pierre Rompato, échevin du Patrimoine, « le nouvel

éclairage permettra au Château fort de retrouver toute la place qu'il mérite dans notre paysage ».

Le bourgmestre Sébastien Deschamps estime de son côté que cette mise en lumière renforcera « l'attractivité culturelle et touristique » du site, tandis que l'échevine Catherine Walem souligne l'importance de l'aménagement des espaces verts afin d'offrir « un environnement encore plus accueillant et harmonieux » autour du monument. ■

MAZOUT, GAZ : NOTRE EXPERT VOUS EXPLIQUE COMMENT RÉAGIR FACE AU YOYO DES PRIX

Faut-il faire le plein de sa cuve à mazout ou changer de contrat pour le gaz ? Nous vous donnons quelques éléments pour vous y retrouver en cette période instable.



BENOÎT JACQUEMART
Journaliste

Que penser des derniers soubresauts au Moyen-Orient, avec la reprise puis l'arrêt des hostilités entre États-Unis et Israël d'un côté, Iran de l'autre ? La reprise des hostilités a provoqué une envolée du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux... suivie d'une forte chute depuis ce lundi. Ce mardi 28 juillet, le baril de brut brent se vendait aux alentours de 85 dollars, après avoir atteint les 100 dollars trois jours plus tôt. Cela reste toujours nettement plus cher que les 71 dollars que le baril avait atteints juste avant l'attaque israélo-américaine sur l'Iran de fin février. Avec les derniers événements, le prix de l'essence, du diesel et du mazout de chauffage sont de nouveau repartis à la hausse. Le 30 juin, le prix maximum du mazout était encore sous 1 euro le litre (0,95 €) pour une livraison de 2.000 litres. Ce 29 juillet, il sera de 1,31 €, après être monté à 1,36 € le 25 juillet. La tendance est à la baisse mais ça reste très cher. Par comparaison, le mazout coûtait 81 centimes voici tout juste un an. Il est très peu probable que l'on redescende à ce prix dans

les mois qui viennent. Le marché mondial reste sous forte tension, d'autant que les offensives ukrainiennes sur les capacités pétrolières russes rajoutent une couche d'instabilité.

> Mazout : attendre. Que faut-il faire ? Au moins attendre quelques jours, voire quelques semaines. Faire le plein de sa cuve à mazout aujourd'hui, si ce n'est pas nécessaire, c'est l'assurance de payer cher. On peut raisonnablement espérer que le prix du pétrole brut va, si pas encore fortement diminuer, se stabiliser. Et donc, le prix du mazout devrait diminuer après le nouveau pic qu'il

Les élections de novembre aux États-Unis auront un impact sur le prix du pétrole

vient d'atteindre. La baisse du prix du brut sur les marchés ne s'est pas encore répercutée sur les carburants. Ensuite, il faudra guetter les éventuelles nouvelles baisses avant de faire le plein. Septembre semble être une bonne échéance à ne pas dépasser. Il ne faut pas oublier qu'il y a des élections très importantes en novembre aux États-Unis et que les prix élevés des carburants ne

LE PRIX DU DIESEL B7 AUGMENTE ENCORE : 2,25 EUROS LE LITRE



© Belga

Très mauvaise nouvelle pour ceux qui attendaient que les prix baissent pour faire le plein. Ce ne sera pas le cas ce mercredi, que du contraire ! Le prix du diesel poursuit ce mercredi

sa progression vers le haut avec une hausse de 2,3 centimes le litre pour le diesel B7. C'est en tout cas ce qu'a annoncé mardi la Direction générale Énergie du SPF Économie dans un communiqué.

Il faudra compter 2,25 euros le litre (prix maxima) pour ce type de carburant, au plus haut depuis début avril lorsque le prix au litre frôlait les 2,5 euros. ■

sont pas bons pour Donald Trump, qui a donc intérêt à conclure des accords de paix avec les Iraniens. Il le sait, les Iraniens aussi...

> Gaz : changer de contrat ? Le prix du gaz sur les marchés a lui aussi connu une envolée sur les marchés avec la reprise des hostilités dans le détroit d'Ormuz. Mais depuis fin février, après avoir connu une très forte hausse, il n'est jamais redescendu au niveau d'avant l'attaque sur l'Iran.

À ce moment, il coûtait 38 euros le MWh (méga watt-heure) sur le marché TTF de Rotterdam, le marché de référence en Europe. Juste après l'attaque, il avait brièvement dépassé la barre des 60 euros, avant de se stabiliser autour de 50 euros. Il était même re-

descendu sous les 40 euros le MWh le 17 avril. Mais là, il vient de connaître une nouvelle flambée au-dessus des 63 euros, le 24 juillet, avant de redescendre aux alentours de 57

Le marché mondial reste sous forte tension, d'autant que les offensives ukrainiennes sur les capacités pétrolières russes rajoutent une couche d'instabilité

euros ce 28 juillet. Un prix élevé, donc.

Si vous avez un contrat fixe conclu avant la flambée de fin février, ne changez surtout rien. Si vous avez un contrat va-

riable, vous pouvez faire le gros dos en espérant que le prix redescende dans les prochaines semaines. Nous sommes en juillet et en août les deux mois de l'année où la consommation est la plus faible. L'impact des prix élevés est donc nettement plus faible sur la facture annuelle.

Ou alors, il n'est pas trop tard pour changer de contrat et profiter des prix de ce mois de juillet, qui étaient redescendus au niveau de ceux d'il y a un an, comme nous l'expliquions voici trois semaines. C'est peut-être le bon plan, alors que le marché reste là aussi sous forte tension.

Quant à l'électricité, son prix ne devrait pas être influencé par ceux des énergies fossiles. Ou si c'est le cas, pas de manière importante. ■



LE SOIR

En Belgique, un long travail pour se préparer à affronter des mégafeux

Face à la multiplication des mégafeux en Europe et à l'augmentation du risque en Belgique, les services de secours tentent de renforcer leur capacité de prévention et de lutte contre les feux de forêt. Mais le chemin est encore long.

GIL DURAND
BERNARD PADOAN

Des records déjà battus en France, un nombre d'hectares brûlés largement au-dessus des moyennes annuelles en Espagne : le sud du continent affronte un nouvel été critique face aux flammes. Ce n'est pas une nouveauté : l'an dernier, l'Europe avait connu, avec plus d'un million d'hectares brûlés, sa pire saison d'incendies de forêt depuis les premières statistiques. La Belgique pourra-t-elle y échapper ?

Si le territoire belge est moins exposé à des feux de l'ampleur de ce que subissent la Gironde, les Landes ou Madrid actuellement, notre pays n'est pas pour autant à l'abri des incendies de forêt. C'est même, dit le Centre d'analyse des risques climatiques (Cerac), un risque négligé chez nous alors que cette menace va pourtant s'accroître dans les années à venir, à la faveur du réchauffement climatique. Son dernier rapport, publié début 2025, souligne que la Belgique, longtemps considérée comme peu exposée, connaît déjà des conditions (chaleur, sécheresses, épisodes météorologiques extrêmes) susceptibles d'accroître la fréquence, l'intensité et la simultanéité des incendies.

La menace, qui risque de s'accroître dans les prochaines décennies, est déjà bien réelle. Selon la cellule d'expertise sur le risque incendie en milieu naturel, qui s'est réunie en début de semaine, « le risque sera élevé à très élevé notamment dans les provinces de Liège, Luxembourg et Namur » dès le milieu de la semaine et le seuil de vigilance de l'indice de propagation des feux de forêt pourrait être atteint.

La prévention avant tout

Est-on prêts à réagir ? Les procédures sont connues, veut-on rassurer à différents étages. Avec un mot-clé : la prévention. « Mieux vaut prévenir que guérir », confirme Michel Baillij, inspecteur général *ad interim* au Département nature et forêts (DNF) en Wallonie, où la prise de conscience date déjà d'il y a plusieurs années. C'est au niveau de la Région que la surveillance s'opère. Pendant la saison des feux, chaque semaine, les services wallons fournissent un rapport pour évaluer le danger selon différents facteurs (météo, état de la végétation...), province par province. « Cela permet d'attirer l'attention des collègues de terrain, la surveillance est une de leur mission de base », poursuit-il. « Mais des actions complémentaires s'ajoutent dans ces périodes-ci. »

En cas de danger accru, des mesures, comme l'interdiction d'accès à une

zone, par exemple, peuvent être imposées par les services régionaux. Les agents du DNF se chargent alors de faire respecter ces arrêtés des gouverneurs : « Ce week-end, nos agents ont encore dû intervenir plusieurs fois », insiste Michel Baillij, rappelant l'importance d'un travail de sensibilisation. « Il faut que les gens prennent conscience du risque, et ça ne pourra pas venir uniquement de nous. »

En cas de déclenchement d'un incendie, il appartient aux autorités locales ou provinciales d'appliquer leur plan d'urgence sur base de divers critères (la taille de la zone de la situation d'urgence, les moyens nécessaires, le nombre de victimes, la complexité de la situation...). Si l'événement le requiert, une phase fédérale peut être déclenchée. « Elles sont rares et sont déclenchées par le ministre de l'Intérieur lorsque la nécessité d'une gestion de la crise plus stratégique s'impose », explique Thomas Gijss, porte-parole du Centre de crise national. « Le plus souvent, nous intervenons à la demande des autorités communales ou des gouverneurs, selon un processus assez naturel de montée en puissance. »

Des effectifs de pompiers en diminution

Encore faut-il disposer d'assez de moyens pour lutter efficacement contre les feux de forêt. Selon Eurostat, en 2023, la Belgique a consacré 1,16 milliard d'euros aux « services de protection contre l'incendie », un montant qui représente un peu moins de 0,4 % des dépenses de l'Etat. Ces enveloppes budgétaires couvrent notamment les frais en personnel et de fonctionnement des 34 zones de secours en Belgique et du Siamu à Bruxelles, la formation, les subsides à l'aide médicale d'urgences ainsi que des dotations communales et provinciales.

Mais au-delà des finances, l'Europe a réitéré en début d'année « l'importance pour chaque Etat membre de maintenir des effectifs suffisants de pompiers ». En Belgique, en fait, leur nombre ne cesse de diminuer : il était de 6.865 professionnels et 10.088 volontaires, soit 16.953 pompiers en 2025 contre 17.112 en 2023. « Globalement stationnaire », corrige-t-on le SPF Intérieur. « Le gouvernement travaille par ailleurs à l'amélioration du statut des pompiers volontaires pour en renforcer l'attractivité. »

Suffisant ? « Oui, pour des départs d'incendie, pour des feux petits ou moyens », estime le colonel Francis

Cloth, commandant de la zone de secours DG (Communauté germanophone). « Mais pour des incendies d'une dimension telle que ce qui arrive en France, nous, seuls, serions vite au bout de nos moyens. Ce sont des interventions qui demandent beaucoup de personnel humain, et c'est là que ça pourrait coïncider. » Les zones de secours continuent de s'équiper d'un matériel plus uniformisé, poursuivent les formations du personnel, créent des cadres de coopération... « Mais tout cela ne va pas se faire du jour au lendemain », reconnaît le colonel, qui pointe les moyens nécessaires : « Dans la défense civile, on constate une augmentation de la charge. Et pas seulement pour les feux de forêt, mais plus globalement pour les ambulances, l'aide médicale urgente, les

hôpitaux, etc. Voyez la multiplication des épisodes de canicule ! Il faut revenir aux bases et renforcer cette sécurité civile. »

« La charge est énorme »

Les recommandations du Cerac, dans un rapport consacré à l'état de préparation des communes belges, s'inscrivent dans la même ligne et pareil appel est entendu du côté du DNF, où les effectifs, d'environ 800 agents actuellement, sont amenés à diminuer dans les prochaines années. « La diminution de personnel dans l'administration est une tendance générale », constate Michel Baillij. « Nous devons nous réorganiser, envisager des coopérations avec d'autres services de police ou de secours et nous recentrer sur nos missions prio-

ritaires », dont font partie les actions de prévention et de lutte contre les feux de forêt. « On les fera toujours au mieux... Jusqu'à un certain point », glisse-t-il.

« Les choses avancent, mais il reste beaucoup de travail, c'est une charge énorme », conclut le colonel Francis Cloth. « On est en train de s'adapter à ce qui se passe aussi chez nous. Certes, les incendies que nous connaissons ne sont pas de la même ampleur que ce qui se passe en France, mais regardez la végétation dehors et allez dire que ce qui se passe là-bas ne peut pas arriver ici. »

La Belgique connaît son troisième épisode de fortes chaleurs en deux mois. Un signal préoccupant d'un climat qui s'éloigne progressivement des étés d'autrefois.

BERNARD PADOAN

Le soleil ne laisse décidément pas beaucoup de répit aux Belges depuis le début de l'été. Le thermomètre va une fois de plus grimper au cours des prochains jours, franchissant de nouveau la barre des 30 °C ces mercredi et jeudi, avant de redescendre un peu d'ici le week-end, tout en restant au-dessus des 25 °C. « A priori, le maximum des températures devrait être un peu moins extrême qu'en juin, mais on pourrait atteindre localement 33 °C ou 34 °C, voire 35 °C », explique Pascal Mormal, météorologue à l'Institut royal météorologique (IRM). « La durée durant laquelle les températures seront élevées sera probablement réduite, même si certaines modélisations montrent une remontée au-dessus de 30 °C à partir de lundi. » Si cela devait être le cas, l'épisode pourrait alors être qualifié de « vague de chaleur » soit au moins cinq jours consécutifs de températures maximales supérieures à 25 °C, avec au moins trois jours non consécutifs au-dessus de 30 °C.

L'été 2026 en passe de devenir le plus chaud jamais enregistré

Si on inclut la séquence de juillet – une douzaine de jours au-dessus de 25 °C et deux jours au-dessus de 30 °C à Uccle –, on en est au troisième épisode de grosse chaleur après seulement deux mois d'été météorologique. « Un indicateur qui ne trompe pas, c'est la température moyenne depuis le 1^{er} juin jusqu'au 27 juillet, qui a atteint 20,2 °C, soit la séquence la plus chaude jamais enregistrée depuis le début des observations à Uccle », constate Pascal Mormal. « Le précédent record remontait à 2006 avec 20,1 °C de moyenne sur la même période. Or on pense que les températures vont rester élevées au moins pendant la première décade d'août. Il faudrait que les deux décades suivantes soient particulièrement fraîches pour faire chuter la moyenne et que l'été 2026 ne soit pas le plus chaud jamais vécu en Belgique. » Du côté des précipitations, si le mois de juin a été fort arrosé dans sa première quinzaine, le mois de juillet est marqué

par « un gros déficit de précipitations, avec 10 mm tombés à Uccle contre une normale de 76,9 mm. On constate une sécheresse de surface remarquable. La situation est critique ».

L'explication de cette succession de bouffées de chaleur est à chercher « dans une répétition de conditions anticycloniques durables avec des blocages installés au-dessus de nos régions, qui ont été favorables à un temps très chaud et très sec », détaille encore l'expert de l'IRM. « D'autant que l'on s'inscrit dans la suite de ce que l'on connaît depuis une dizaine d'étés, et plus largement depuis le début du XXI^e siècle. »

Vers la nostalgie des « étés pourris »

Et s'il appelle à la prudence, il ne peut s'empêcher d'y voir un effet du réchauffement climatique. « Classiquement, les étés belges étaient marqués par une prédominance de flux ouest/sud-ouest », rappelle-t-il. « Ce sont nos fameux "étés pourris", pas trop chauds et pluvieux. Or en raison d'un réchauffement plus rapide des pôles que de l'équateur, on constate une diminution des contrastes de températures qui peut favoriser davantage d'ondulations qui conduisent à des situations de blocages durables au-dessus de l'Europe de l'Ouest, avec plusieurs semaines de temps chaud. »

Et l'expert n'est pas très optimiste pour le futur. « Ce genre de phénomène risque de se répéter de plus en plus souvent dans les années à venir », pronostique-t-il. « C'est compliqué de ne pas être alarmiste. Il y a une énorme inertie dans le changement climatique, qui n'est pas arrêtable du jour au lendemain. » De quoi nous faire regretter nos bons vieux « étés pourris ».

Le travail étudiant est majoritairement féminin

Les étudiantes sont désormais 40.000 de plus que les étudiants à exercer un job, selon les derniers chiffres de l'ONSS, qui portent sur 2025. Ceci reflète la présence plus importante des femmes dans l'enseignement supérieur, dans des cursus plus longs.

EMILE THOREAU

Elles étaient 346.123 étudiantes, contre seulement 302.932 étudiants, à avoir travaillé au cours de l'année 2025. En pleine saison des jobs, les derniers chiffres de l'ONSS (Office national de sécurité sociale) démontrent le caractère majoritairement féminin du travail étudiant. Loin d'être une exception, cette tendance se reflète dans la majorité des tranches d'âge et sur l'ensemble des dernières données publiées. En matière de secteurs, l'écart est particulièrement marqué dans celui des soins, où l'on compte 21.221 femmes pour 6.648 hommes, mais il s'observe aussi dans les bastions du job étudiant que sont le commerce et l'horeca. Seules quelques filières, telles que la construction ou l'agriculture, voient les étudiants masculins rester majoritaires.

Pour Peter Smets, responsable du service statistique de l'ONSS, il faut simplement y voir la prédominance des femmes dans l'enseignement supérieur : « Pour diverses raisons psychosociales, les femmes sont aujourd'hui plus nombreuses à poursuivre des études supérieures et s'engagent dans des cursus plus longs. » De là découle naturellement leur surreprésentation dans le travail étudiant. Les statistiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles confirment ce constat : en 2024, on comptait 124.128 étudiantes pour 91.500 étudiants. Une bascule majeure dans le paysage académique : en 1990, quelque 56.515 hommes contre 54.727 femmes fréquentaient les bancs du supérieur côté francophone.

« Il n'y a jamais eu autant d'étudiants jobistes »

L'ONSS nous livre aussi un autre enseignement qui découle de ses données du mois de juin : jamais les étudiants n'ont travaillé autant qu'en 2025. Le chiffre de 649.055 étudiants enregistrés l'an dernier est un record absolu, avec une répartition régionale de 63,4 % en Flandre, 27,9 % en Wallonie et les 8,6 % à Bruxelles. Et rien ne semble arrêter cette croissance. « Le succès semble encore loin d'avoir atteint son apogée », détaille Peter Smets, un des statisticiens de l'institution. « Le travail étudiant croît de manière stable et continue au cours du temps. »

« L'image de l'étudiant qui jobe uniquement l'été, comme il y a 20 ans, est révolue », relève l'expert. « Ils travaillent désormais tout au long de l'année. » Cette tendance se traduit par un lissage dans les courbes trimestrielles, même si elles présentent toujours un pic estival important. C'est notamment le signe, selon Peter Smets, d'un changement de perception dans les yeux des employeurs : « Bien plus qu'avant, ils attendent des étudiants qu'ils soient disponibles toute l'année. »

Les secteurs sont bien connus, l'horeca capte 25,4 % de la masse horaire juste

avant la vente puis, loin derrière, le secteur des soins. Le travail intérimaire est en fait la catégorie dominante, mais ce dernier suit « à la grosse louche, la même distribution au sein des différents secteurs que le travail étudiant », explique Frederiek De Kimpe, responsable statistique et économique de Federgon (Fédération des opérateurs privés du marché du travail et des prestataires de services RH). Le travail étudiant représente 16 à 17 % des travailleurs en agences d'intérim.

Assouplissement des règles et précarité étudiante

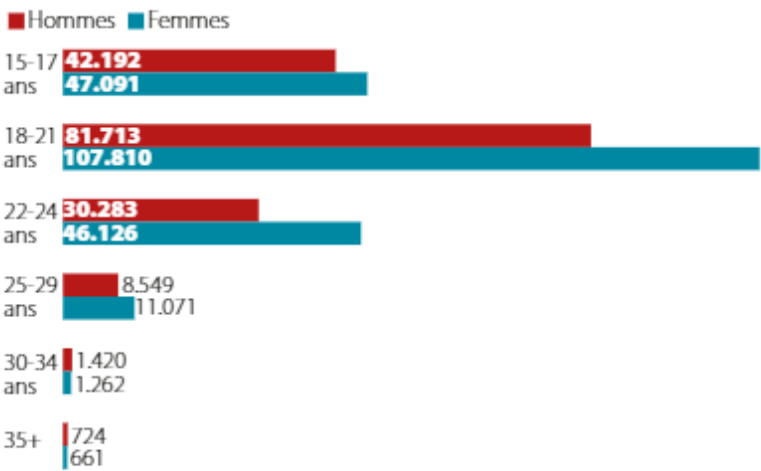
Cette hausse du travail étudiant coïncide avec une évolution des règles. Encadré depuis 1991, il était initialement plafonné à 23 jours pendant l'été, avant de passer quelques années plus tard à 46 jours. En 2017, le système journalier est remplacé par un plafond de 475 heures à répartir sur l'année, élargi une première fois à 600 puis enfin à 650 heures en janvier 2025. Pour Peter Smets, il faut être attentif au lien de causalité, « on ne sait pas vraiment dire si c'est l'assouplissement des règles qui provoque une augmentation du travail étudiant ou l'inverse ».

Thierry Dock, professeur de politique de l'emploi à l'UNamur, estime, lui, que le facteur majeur expliquant la hausse est d'abord l'augmentation du nombre

d'étudiants ces dernières décennies. Entre 1990 et 2024, la population étudiante dans le supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles est passée de 111.242 à 215.628. Avec, selon lui, un effet indésirable : plus d'étudiants en situation de précarité travaillent. « De plus en plus d'étudiants, dont les parents ne peuvent assurer les frais d'enseignement, combinent travail et étude. » Avec un risque en matière de qualité d'apprentissage, « les études s'allongent et le taux d'échec augmente car les étudiants, notamment les moins favorisés, travaillent davantage et ne peuvent plus se concentrer totalement sur leur cursus ».

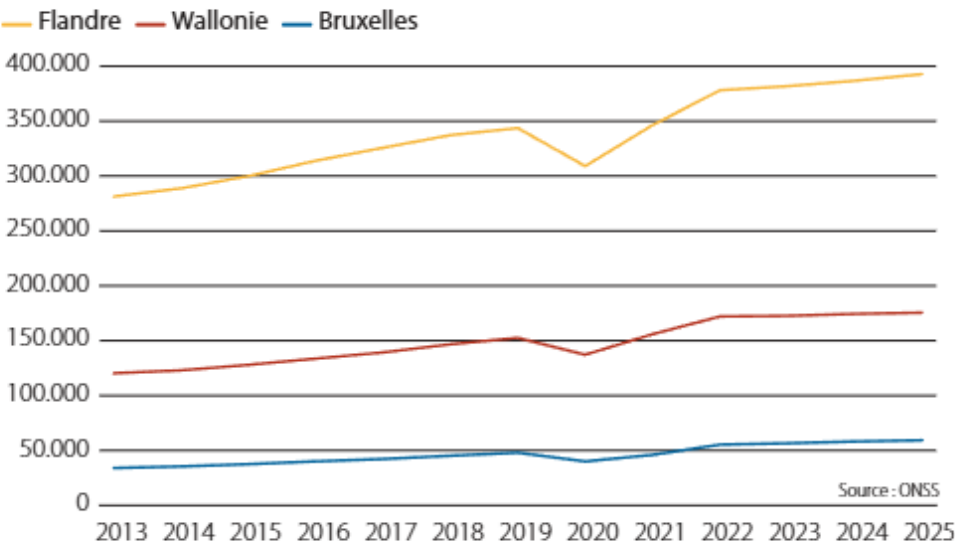
L'assouplissement des règles doit aussi, selon lui, être questionné : « Aujourd'hui, des entreprises fonctionnent majoritairement avec des étudiants, aux dépens des travailleurs peu qualifiés. » Thierry Dock dénonce un processus plus large de flexibilisation de l'emploi dans lequel s'inscrit le travail étudiant. « On vise à augmenter le taux d'emploi en encourageant plus de flexibilité, mais ça ne fait que baisser la qualité et les conditions de travail tout en évitant de régler les problèmes structurels du marché de l'emploi belge », conclut le professeur.

Etudiants jobistes par tranche d'âge et par sexe au quatrième trimestre 2025



Note : les données concernant l'âge sont manquantes pour deux étudiants et trois étudiantes
Source : ONSS

Nombre d'étudiants jobistes



La Libre BELGIQUE

Peu d'évolution dans les chiffres relatifs à la reprise progressive du travail

■ Cette question devrait être mise à l'ordre du jour des négociations budgétaires fédérales.

Parmi les salariés en arrêt maladie depuis moins d'un an, seul un sur dix recourt à la reprise progressive du travail, permettant de réintégrer un salarié dans une entreprise après une maladie ou une absence. Via une reprise partielle du travail ou un travail temporairement adapté, la personne concernée peut se réhabituer au rythme de travail et reste impliquée dans les évolutions de l'entreprise.

Un levier d'opportunités

En trois ans, le nombre de personnes bénéficiant de ce dispositif n'a pratiquement pas augmenté, selon les données demandées par la députée CD&V Nahima Lanjri au ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke (Vooruit). "En 2024, 9,49 % des personnes en incapacité de travail pour cause de maladie depuis

moins d'un an ont repris progressivement le travail, soit seulement un pour cent de plus qu'en 2022. Chez les malades en incapacité de travail depuis plus d'un an, ce chiffre n'était que de 20,3 % en 2024, soit seulement 2 % de plus qu'en 2022", a fait observer M^{me} Lanjri.

Pour celle-ci, on passe ainsi à côté d'énormément d'opportunités, d'abord pour les personnes en incapacité de travail, car laisser celles-ci dépendre des indemnités de maladie dans l'incertitude, sans aucune perspective, est particulièrement néfaste. "Mais même en période de pénurie de main-d'œuvre dans les entreprises et de restrictions budgétaires, nous avons tout intérêt à renforcer l'accompagnement vers le marché du travail", a déclaré M^{me} Lanjri. Son parti souhaite mettre cette question à l'ordre du jour des négociations budgétaires fédérales. "Avec un taux d'emploi de 80 %, notre problème budgétaire serait résolu. Une personne malade est malade. Mais nous ne pouvons tolérer que des personnes restent indûment dépendantes des allocations, ni abandonner les personnes ayant un potentiel de travail", a conclu M^{me} Lanjri. (Belga)

